

/ [Afrique](#)

# Washington envoie un diplomate à Alger pour relancer les discussions sur le Sahara occidental

L'administration américaine a dépêché jeudi 7 décembre en Algérie Joshua Harris, le vice-secrétaire d'État pour le Proche-Orient, dans le but de relancer les discussions sur le Sahara occidental et sortir du *statu quo*. Selon le secrétariat d'État, le diplomate américain se rendra ensuite à Rabat pour trouver « *une solution pérenne et honorable sans plus tarder* » à ce conflit.

Publié le : 08/12/2023 - 02:03 1 mn



Selon des experts, Washington pourrait vouloir résoudre d'autres conflits non réglés pour éviter le scénario gazaoui. Ici, des déplacés sahraouis lors d'un congrès du Front Polisario, au camp de réfugiés de Dakhla, le 13 janvier 2023. © Ryad Kramdi / AFP

Par : **RFI** Suivre

PUBLICITÉ

Alger, **soutien indéfectible des Sahraouis du Front Polisario**, reçoit le diplomate américain pour la deuxième fois en moins de trois mois : Joshua Harris s'y est rendu en effet en septembre dernier. Il a également visité les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf, et y a rencontré les chefs du Polisario, en plus des responsables algériens.

Washington semble vouloir multiplier les efforts après la guerre à Gaza pour défendre les accords d'Abraham. Dans le cadre de ceux-ci, le Maroc avait normalisé ses relations avec Israël après la reconnaissance de la **souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental par les États-Unis** de l'ex-président Donald Trump. Mais depuis octobre dernier, cette normalisation est presque gelée.

*« Je pense que les États-Unis veulent montrer que, malgré ce qui se passe au Moyen-Orient, ils n'ont pas détourné le regard du Maghreb, explique Khadija Mohsen Finan, politologue spécialiste du Maghreb. Ils ont aussi tiré la leçon de ce qui se passe au Moyen-Orient et des conséquences d'un conflit non réglé. Cette visite a un sens : elle montre que malgré les accords d'Abraham signés en 2020, les États-Unis en reviennent aux Nations unies et remettent cela sur la table, sans renoncer à ces accords. »*



Selon plusieurs observateurs, l'administration américaine cherche absolument à s'occuper de plusieurs dossiers internationaux pour y réaliser des avancées. Cela avant l'élection présidentielle américaine prévue en 2024, à laquelle l'actuel président Joe Biden est candidat, **tout comme son rival Donald Trump.**